

Robert Laplante*

REVOIR LE CADRE STRATÉGIQUE

Le cycle politique ouvert avec la Révolution tranquille n'est pas mort avec la défaite du Parti Québécois en avril dernier. C'est le *Clarity Bill* qui marque à la fois la conclusion du débat politique amorcé avec la Commission Laurendeau-Dunton et l'éclatement du cadre et de la logique politiques qui structuraient les rapports Québec-Canada. La réponse de l'État *canadian* au référendum de 1995 vient clore la relation dialogique qui s'était imposée au fil des décennies et qui avait fini par donner sa forme et son cadre au « débat » constitutionnel. Il n'y a plus désormais une telle chose que ce débat. Le Canada a fait ses choix, la question du Québec est réglée. Non seulement n'est-il plus disposé à envisager quelque révision que ce soit, mais encore et surtout s'est-il octroyé le droit de définir lui-même la légitimité des demandes recevables de la part des souverainistes. L'État *canadian* a dit clairement que les souverainistes-partenairistes n'ont plus d'interlocuteur. La démission de Lucien Bouchard a consacré la mort du cycle : il n'y aura pas de conditions gagnantes à prétendre dialoguer avec le Canada.

En dépit de ses protestations, le Parti Québécois n'a pas saisi la portée politique de la loi C-20. Lucien Bouchard a eu beau

* Directeur de la revue *L'Action nationale*.
<http://www.action-nationale.qc.ca>

dire son étonnement devant la réaction populaire à ce coup de force, il n'a rien trouvé d'autres à dire qu'à l'en blâmer. Bernard Landry et son gouvernement n'ont pas été en mesure de rajuster le tir par une riposte politique systématique. Ils sont restés enlisés dans la gestion provinciale où les avait conduits un Lucien Bouchard velléitaire et bon-ententiste. Pis encore, le gouvernement du P.Q. a été tenté de renoncer à assumer sa responsabilité de leader du mouvement historique en se lançant dans une apologie de la société civile qui semblait porter toutes les vertus, y compris celle d'avoir les idées plus claires et la volonté mieux trempée que les élus responsables du seul instrument utile à la réalisation de l'objectif : l'État du Québec. La création du Conseil de la souveraineté est certes une initiative louable qui saura sans doute prouver son utilité, mais elle n'épargnera pas au Parti Québécois la tâche douloureuse, ardue et périlleuse de revoir son cadre stratégique. Certes la souveraineté appartient au peuple, c'est un combat qui doit mobiliser toute la société, mais c'est un combat qui ne se peut gagner que par l'action rigoureuse d'un parti politique qui accèdera à la gouverner pour traduire l'idéal en réalité.

Le temps presse

Le Parti Québécois a un peu de temps devant lui pour démontrer qu'il peut encore être l'instrument du mouvement historique qui fera accéder le Québec à son indépendance. La saison des idées restera néanmoins très brève car l'histoire s'accélère. Au rythme où se conjuguent la politique de régression libérale et la construction du Canada unitaire, il ne restera bientôt plus grand chose des moyens d'action du gouvernement du Québec pour faire l'histoire. Des

reculs de l'envergure de ceux qui s'annoncent font des dégâts majeurs dans une société. Il ne faut pas sous-estimer les effets déprimeurs de ces défaites en cascades qui mettront à mal la cohésion sociale et mineront la confiance en soi de notre peuple au point de le faire douter de sa propre volonté de persévérer dans son être. Un peuple qui se folklorise a tout son temps parce qu'il sort de l'histoire. Ceux-là qui pensent notre condition et notre politique en dehors de l'urgence ne savent pas jusqu'à quel point ils poussent dans le sens du courant qui nous fera échouer sur tous les écueils de la rhétorique compensatoire, de la petite politique de la médiocrité politicienne et de la résignation besogneuse et opportuniste.

Il y a quelque chose de profondément affligeant à devoir le redire quand toute la culture politique carbure à la minimisation des pertes, mais le temps joue réellement contre nous. Un peuple ne peut pas toujours vivre en dessous de son potentiel et passer le meilleur de ses énergies à se refaire une raison quand l'horizon se dérobe. Les réponses aux défis propres à l'évolution interne de notre société ne peuvent être indéfiniment reportées ou déformées par des formulations politiques inadéquates sans que ne s'instaure un climat démissionnaire sans cesse justifié par des inconditionnels du Canada toujours heureux de se résigner, contents, à la gestion provinciale. Il se pourrait que la politique *canadian* parvienne à casser certains des ressorts les plus puissants de notre dynamisme collectif. C'est une perspective angoissante, dont l'éventualité est d'autant plus difficile à évaluer qu'il s'en trouvera toujours pour estimer que les pertes ne sont pas si graves, qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer, qu'une défaite n'abolit pas nécessairement toutes les

perspectives, qu'il y aura moyen de moyenner, etc. De fait, c'est une perspective intenable du point de vue du discours collectif, et c'est la raison pour laquelle les rhétoriques compensatoires sont d'ores et déjà si séduisantes et efficaces. Les raisonneurs sont toujours prompts à travestir les choses en les présentant comme des dramatisations exagérées alors qu'il est si facile de se payer de mots pour se consoler de consentir à l'impuissance.

Penser l'indépendance dans le contexte où des forces agissantes distillent le défaitisme c'est donc penser dans la conscience aiguë de la précarité de nos acquis en se faisant le devoir de regarder en face la béance historique qui s'ouvre devant un échec éventuel de l'accession à l'indépendance. On ne brandit pas impunément un idéal aussi engageant que celui de la souveraineté. Un peuple qui a assumé son aspiration à l'indépendance en s'en faisant le projet porté par un parti politique ne peut y renoncer sans piétiner ce qui fait en lui la dignité des peuples. Il se peut cependant qu'il n'ait pas le courage de sa force et se contente de vivre en-deça de ce que sa propre histoire exige de lui. Il arrive parfois que le nécessaire se perde dans l'inaccompli et c'est alors plus dévastateur que la défaite.

Il ne faut pas sous-estimer les dégâts que la résignation peut infliger à notre vie collective. Il en peut résulter un délabrement intellectuel malsain, prélude lui-même à la dégénérescence de la vie politique et à une dérive culturelle avilissante. Et c'est maintenant qu'il faut s'en méfier parce que c'est cette résignation qui est au cœur de la politique du gouvernement Charest. C'est celle-là qui est au fondement des positions politiques des inconditionnels *canadian* qui vont

tout mettre en œuvre pour empêcher que ne se formule en projet politique fécond la radicalisation même à laquelle nous condamnons le carcan *canadian*. Et c'est parce qu'elle va se donner pour norme qu'il faut s'en méfier. Il faut éviter de réfléchir en inversant les catégories qu'elle cherche à nous imposer. Il faut éviter de répondre par l'exaspération ou la conduite impulsive. Il faut éviter de placer et de penser notre projet politique en dialogue avec cette résignation. Ses ténors ne sont que des relais d'un rapport de domination qui, lui-même, exclue désormais tout dialogue avec le Québec. Ils ne sont plus que des lanceurs de leurres, des artisans du penser-en-rond alors qu'il faut revoir nos façons de faire pour mieux bondir en avant.

Il nous faut penser l'indépendance dans l'inachevé et non pas contre la résignation. Revoir avec lucidité le parcours des dernières décennies pour faire le bilan, certes, mais surtout pour imaginer de nouveaux trajets. Le mouvement souverainiste ne doit pas seulement changer son pas parce que les urgences nécessaires l'y contraignent, il doit changer sa trajectoire et son parcours parce que les chemins balisés où il se sent en sécurité ne lui permettront pas de se rendre à destination. Il n'y a rien de plus qu'un confort incantatoire à compter les jours avant le prochain référendum, à se répéter que les derniers obstacles seront franchis avec les mêmes méthodes alors que la nature même du parcours a changé, que les chemins sont minés et que nos adversaires ne demandent pas mieux que de nous voir nous y lancer avec des cartes périmées. Le combat se déroule désormais sur un autre terrain. Le Parti Québécois a du mal à en prendre acte.

Cela ne veut pas dire pour autant qu'il y ait des raccourcis pour accéder à l'indépendance. L'impatience est mauvaise conseillère. Éprouver les limites du présent cadre stratégique ne signifie pas qu'il faille revenir à celui contre lequel il s'est jadis imposé. On peut certes estimer que l'approche du référendum comme mode d'obtention du mandat de négocier/réaliser la souveraineté a été sinon une erreur, à tout le moins une voie trop laborieuse, mais on ne peut pour autant penser revenir en arrière. On ne refait pas l'histoire. Pour saisir la conjoncture politique présente dans ce qu'elle a d'inédit, pour trouver les voies nouvelles qui nous conduiront là où il faut aller en nous gardant le plus possible hors de la portée de nos adversaires, il faut se méfier des idées simples. La précipitation n'est pas toujours le bon moyen d'aller vite au but.

Revoir le parcours

Pour façonner une conjoncture ou tirer profit de celle que les événements dressent devant nous, il faut avoir le cadre conceptuel approprié. Et pour l'élaborer, il faut d'abord savoir repérer ce qui a fait les lacunes de celui qui a prévalu jusqu'ici et nous a conduit dans l'actuel rapport des forces. C'est à cet exercice qu'il faut se livrer avec intransigeance et lucidité. Il faut le faire non seulement pour s'assurer de faire les bons choix dans l'ordre des moyens mais aussi, et même d'abord et avant tout, pour s'assurer d'aborder la question des moyens avec une philosophie d'action politique conforme aux exigences du combat que nous menons. Le fétichisme des moyens a trop souvent servi de paravent à une classe politique velléitaire, incapable, craintive ou hésitante (selon les périodes et les partis) à accorder son action aux

exigences d'une mobilisation de l'ensemble des forces vives de la nation. C'est depuis l'Acte d'Union que ces rapports entre le peuple et ses politiciens restent dominés par le pseudo-pragmatisme qui applique le « réalisme » comme un éteignoir sur les aspirations populaires, qui pratique le compromis plutôt que les appels au dépassement au point d'en ériger implicitement la méfiance à l'égard de son propre peuple comme une règle de bon gouvernement. Dans le cadre *canadian* une bonne politique est toujours la politique qui parvient le mieux à contenir le peuple québécois.

Le Parti Québécois, s'il a paru s'en affranchir un moment, a fini par retomber lui, aussi, dans les ornières cette vieille culture politique façonnée par l'Indirect rule. C'est celle qu'imposent les catégories mentales sous-jacentes à la gestion provinciale et qui consiste à gouverner en se convainquant soi-même de la nécessité de prévenir les débordements d'un peuple qui, laissé à lui-même, pourrait se laisser aller à des gestes estimés radicaux. C'est la politique de la moindre audace qui confond la fermeté et le radicalisme, la détermination et l'entêtement.

Sauf en de rares moments, le P.Q. a eu du mal à conduire une action politique déterminée congruente avec la philosophie d'action requise par son objectif. Comme parti, il a eu du mal à canaliser l'énergie de ses militants. Au pouvoir il a eu encore plus de mal à composer avec les forces populaires l'exhortant à miser davantage sur notre capacité de dépassement. Les premières audaces sur la politique linguistique, sur le front culturel ou en matière de relations internationales, ont fini par céder la place aux mesures timorées, aux propos démobilisateurs et à l'attentisme. Le P.Q. ne s'est pas

tant attiédi qu'égaré dans les servitudes du rôle politique dévolu aux élites provinciales. Il a fait son temps avec ses idées molles en se dédouanant avec les « purs et durs » pour se convaincre de l'utilité de la navigation à vue là où il lui aurait fallu un radar sophistiqué. S'il a, globalement, été un peu plus constant sur le plan social, il n'a pas réussi, au plan national, à garder le cap sur l'essentiel, à se laisser voguer au gré des vents, il a produit cette étrange césure qui nous vaut désormais de constater un appui plus grand à la souveraineté qu'au parti qui se donne pour mission de la réaliser.

La peur du conflit et le gaspillage de la conjoncture

Le mouvement de masse reposant sur une large mobilisation populaire s'est effiloché au fur et à mesure que les succès électoraux plaçaient ses chefs dans les rôles de politiciens provinciaux. L'épuisement des possibilités du cadre stratégique référendaire est largement responsable de cet état de fait. Pour se donner une vue d'ensemble des distorsions que cet épuisement a pu provoquer un détour par la politique fiction peut s'avérer particulièrement éloquent.

Imaginons qu'au soir du 30 octobre 1995, le Premier ministre du Québec ait décidé de retenir son interprétation des résultats du référendum. Devant les violations de la loi québécoise par le gouvernement *canadian* et en raison des nombreuses irrégularités et exactions commises par des sociétés de la couronne et des groupes organisés, le chef de l'État québécois aurait pu décider d'attendre les résultats d'une commission d'enquête désignée par l'Assemblée nationale avant de conclure quoi que soit sur le résultat du référendum et le sens à donner à l'événement. Le gouverne-

ment du Québec aurait ainsi conservé l'initiative. Fin du rêve éveillé.

Le retour à la politique réelle est néanmoins révélateur. La réalité, ici encore, a dépassé la fiction, il faut bien le reconnaître même si ce dépassement s'est effectué dans le sens opposé de ce que l'Histoire exigeait d'un gouvernement voué à l'émancipation nationale.

La politique réelle, c'est celle qui a consisté à nier les faits, plus précisément à faire comme s'ils n'avaient jamais eu lieu, à faire comme si le référendum s'était déroulé correctement si ce n'est que pour quelques accrochages mineurs. La politique réelle, c'est celle qui a consisté à laisser des forces *canadian* organisées se lancer dans des accusations de détournement du vote fédéraliste, dans les théories du complot pour écarter des électeurs, bref de laisser encore davantage les adversaires du Québec souiller la légitimité du projet souverainiste. Et garder le gouvernement Bouchard, d'abord, Landry ensuite, sur la défensive en poursuivant un activisme judiciaire bien relayé par les médias anglophones en particulier. Pendant ce temps, pas de retour critique d'envergure sur le déroulement des événements, pas d'action politique digne de ce nom. Mais, en compensation, la circulation dans des cercles de plus en plus étendus, de l'interprétation du vol. Tard le soir à la fin des réunions, lors de conversations privées d'abord et puis, de temps à autres, un peu plus ouvertement, des déclarations accréditant les interprétations voulant que les souverainistes se soient fait voler le résultat.

Cette thèse du vol a ceci de particulièrement intrigant qu'elle est évoquée, non seulement par des militants proches du terrain mais aussi, et de plus en plus souvent, par des acteurs de premier plan qui n'hésitent pas à en parler publiquement. Ce qu'il y a de curieux, ce n'est pas tant qu'elle ressurgisse mais bien qu'elle vienne si tard et surtout qu'elle apparaisse comme un simple objet de ressentiment alors qu'elle a une charge politique éminemment dévastatrice. Il est déjà curieux mais explicable que l'hypothèse de suspendre l'interprétation du résultat n'ait pas été envisagée avant l'événement. Après tout, on peut toujours plaider que de nombreux scénarios de repli étaient plausibles et que celui-là n'a pas été envisagé – si tant est que des scénarios de défaite furent bel et bien élaborés. Mais comment se fait-il que des gens qui avaient le pouvoir de convoquer une commission d'enquête pour faire la lumière après le référendum ne l'aient pas fait ? C'est cette chose incongrue qui est le véritable révélateur des ressorts profonds de la dynamique péquiste.

L'idée de retenir le résultat pointé immédiatement vers une donnée politique capitale : une crise majeure aurait surgi. L'État québécois aurait pu se faire juge des pratiques de l'État *canadian* et du gouvernement Chrétien. On imagine aisément dans quel embarras ce dévoilement aurait pu placer les chantages québécois du camp du non. On peut comprendre en quoi l'exercice aurait pu servir à rendre visible la logique d'occupation qui tient lieu de cadre stratégique fondamental à Ottawa dès lors qu'il s'agit d'explicitier les fondements de ses choix politiques pour maintenir le Québec dans le carcan *canadian*. Quiconque se souvient de l'effet dévastateur de la télédiffusion des audiences de la commis-

sion d'enquête sur le crime organisé peut imaginer la puissance formidable qu'aurait pu avoir son équivalent appliqué aux magouilles référendaires. Si tant est que les acteurs qui ont continué d'agir après la démission de Jacques Parizeau soient sincères lorsqu'ils répondent aux militants qu'ils partagent eux aussi la thèse du vol et de la fraude, le scénario évoqué s'en trouve métamorphosé. Il ne s'agit plus dans ce cas de politique-fiction mais bien d'un choix politique réellement effectué. Les témoignages de nombreux militants viennent d'ailleurs conforter cette thèse : le cabinet de Lucien Bouchard a fait des pieds et des mains pour mettre le couvercle sur la marmite.

Il s'agit là, sans aucun doute, de l'événement-clé du mandat Bouchard et de ce qui s'en est suivi. Le consentement, l'acceptation de facto qu'un détournement de processus démocratique a bel et bien eu lieu et qu'un gouvernement souverainiste ait choisi de fermer les yeux sur le fait n'est pas une affaire banale. C'est un geste immensément lourd de conséquence puisqu'il impliquait – en plus d'exposer le Québec aux mesures de rétorsion de la riposte *canadian*- de faire courir un risque grave pouvant compromettre l'avenir du mouvement souverainiste pour éviter de faire face à ce qui apparaissait comme le cœur de la conjoncture : la possibilité de provoquer une crise politique majeure, la possibilité pour le gouvernement souverainiste de placer le conflit de légitimité au cœur de son action. (L'on retiendra qu'Ottawa n'avait pas tant de scrupule en préparant un scénario qui aurait, en cas de victoire, remis de l'avant l'idée qu'il aurait considéré le référendum comme un simple exercice consultatif). Québec a choisi non seulement de se taire mais de se comporter comme si le résultat était exécutoire. Le choix

d'écarter ce combat, le déploiement d'efforts pour éviter même qu'il ne soit évoqué par l'aile militante la plus aguerrie, c'est le choix de ne pas gouverner dans une logique de crise alors que l'agression allait se déployer avec une rigueur implacable.

Lucien Bouchard venait de donner carte blanche à Ottawa.

Par cette censure, par cette peur panique du conflit, Lucien Bouchard et son gouvernement ont littéralement gaspillé la conjoncture. Loin de saisir le résultat et de s'en servir comme un coin pour faire éclater le cadre constitutionnel, ils ont eux-mêmes accepté de le considérer comme un garrot. Étouffé par un résultat qu'il avait refusé de retourner contre ses auteurs, le gouvernement Bouchard s'est alors enfoncé dans une logique non seulement défensive mais schizo-phrénique : un parti souverainiste allait gouverner « pour tout le monde » sauf pour ses électeurs et ses militants. Le refus de la crise, le refus du combat politique réel s'est traduit par une conduite d'exutoire : les conditions gagnantes, la certitude morale de gagner le prochain, tout le bataclan rhétorique allait désormais tenir lieu de politique pendant que la peur allait se donner le visage de la gouverne responsable de la province de Québec.

Ottawa, qui n'en demandait pas tant, s'est vite mis à la besogne et avec les mêmes méthodes. Pendant que se mettait en branle la machine d'enfermement législatif qui allait aboutir au *Clarity Bill*, les campagnes de propagande, le recours aux actes illégaux et autres stratagèmes répugnants allaient faire les beaux jours de Patrimoine Canada, des mercenaires et amis du régime. Le gouvernement Chrétien avait

la partie d'autant plus facile qu'il pouvait compter également sur une donnée nouvelle apparue lors de la campagne référendaire et qui dotait son arsenal d'une arme supplémentaire : les fédéralistes du Québec étaient désormais devenus des inconditionnels qui ne reculeraient devant rien pour justifier le lien *canadian*. Tout un establishment bien relayé par le cartel médiatique s'est alors mis à jouer les vierges pures et à cautionner sur toutes les tribunes les manœuvres d'enfermement. C'est une action à laquelle le gouvernement Bouchard est resté d'autant insensible que les humeurs du grand patronat et de ses accointances dans le monde anglophone semblaient l'inquiéter bien davantage que celles de ses militants effarés de voir leur chef renoncer à toute initiative sur les questions essentielles.

C'est le discours du Centaur et le fameux congrès du miroir qui vont fixer les paramètres du bon-ententisme dans lequel le gouvernement Bouchard allait s'enliser jusqu'à se faire une vision mystique de la gestion provinciale. Les tourments du chef incapable de se voir dans un miroir dès lors qu'il s'agissait d'assumer sa responsabilité historique à l'égard de notre combat fondamental ont servi à accréditer davantage les calomnies sur nos législations linguistiques, sur la légitimité de notre vouloir-vivre en français dans notre pays. Ils ont surtout pavé la voie à d'autres assauts sur la langue. Et ce fut la ronde de chasse aux « irritants », l'humiliante entreprise de séduction de l'establishment qui ne cessait de demander des accommodements pour que ses cadres supérieurs puissent vivre ici sans être incommodés par notre présence et nos lois. Bien sûr, tout cela au nom de la bonne entente, du réalisme qui rendait nécessaire de faire des gestes, d'envoyer des signaux pour désamorcer la crise, pour

faire baisser les tensions. Bref, tout cela pour tourner le dos à toute possibilité d'action pour tenter d'exploiter la conjoncture. Ce gouvernement avait peur de la chicane. Il l'a redit sur tous les tons à ses militants médusés : les sondages disaient ce que l'establishment et les inconditionnels *canadian* disaient, il fallait donc se rendre à l'évidence. C'est-à-dire se rendre.

Les tensions et les revendications de régression linguistique n'ont évidemment pas disparu. Les militants et les alliés de la cause du français se sont retrouvés encore davantage sur la défensive, placés là par un chef qui avait plus d'égards pour ses adversaires que pour ses alliés. C'était le temps où le gouvernement du Parti Québécois posait au raisonnable, décidé à contenir les débordements possibles de son aile militante qui, après tout, ne lui demandait que d'assumer ses responsabilités à l'égard de l'héritage malmené de la loi 101. De mouvement d'humeur en effet de toge, de colère d'opérette en indignation pathétique, le dossier linguistique a fini par paraître comme une plaie lépreuse. Le tout s'est terminé dans un marasme lamentable aux alentours de l'Affaire Michaud qui allait donner prétexte à une sortie où l'inélégance le disputait au déshonorant en laissant insinuer en pleine Assemblée nationale que certaines des allégations de nos adversaires les plus vicieux n'étaient peut-être pas dénuées de fondement. Il n'était pas l'homme de la situation.

Il a mis trop de temps à en tirer les conclusions cependant. Un véritable détournement de sens avait eu lieu. Les militants qui avaient suivi les orientations du Gouvernement avec une loyauté inébranlable n'en finissaient plus de se perdre en perplexité. Plusieurs sont rentrés dans leurs

terres. Il devenait de plus en plus difficile de justifier les choix de base : le gouvernement s'était enfermé dans la gestion provinciale avec un zèle suspect. Il avait même franchi les limites de l'indécence en sacrifiant ses délégations à l'étranger, confirmant du même coup son inaptitude profonde à accorder son action aussi bien au sens profond de notre combat qu'aux exigences de la mondialisation. Un ministre plastronnait sur l'austérité en faisant la politique des maîtres qui veulent nous enfermer dans la bourgade. Un gouvernement souverainiste se faisait l'artisan d'un recul stratégique majeur dans un domaine absolument névralgique pour l'issue de notre lutte. Des économies de bout de chandelle pour une pensée de l'indigence, la quête des sous pour le budget provincial a littéralement fait perdre le nord. Qu'un apprenti-sorcier se gonfle le jabot en se donnant du gestionnaire de haut vol, passe encore ; mais que tout un conseil des ministres se laisse ainsi déporter dans l'insignifiance comptable, cela défie l'entendement. Le gouvernement Bouchard a démontré alors qu'il était prêt à faire exactement et absolument le contraire de ce que lui dictait sa responsabilité historique.

Plutôt que de pousser la crise à son point d'éclatement le gouvernement Bouchard a choisi non pas de retourner contre notre adversaire, l'État *canadian*, mais bien contre notre propre société la pression et les contraintes. La lutte au déficit s'est faite dans un contexte où Ottawa engrangeait les surplus en pillant la caisse d'assurance-emploi, en changeant les règles du jeu pour réduire unilatéralement ses contributions au financement de la santé etc. Le gouvernement du Parti Québécois a demandé aux Québécois de faire des efforts dramatiques pour s'ajuster aux contraintes que nous

impose Ottawa. Un gouvernement souverainiste a dès lors déployé des prodiges d'imagination pour s'adapter à un cadre qu'il prétendait vouloir abolir ! Réflexe culturel profond, maintes fois décrit par Hubert Aquin, Pierre Perrault, Jean Bouthillette et tant d'autres : la peur de se poser Autre qui incite à tourner contre soi une agressivité qui refuse de se dire parce qu'elle refuse de nommer l'adversaire. La politique des lamentations, c'est le détournement d'une lutte d'émancipation, c'est le vertige au bord du saut, le recul au moment de donner le dernier effort pour rompre la laisse, le repli sur la vie agonique.

La rhétorique a dès lors confisqué l'effort militant disponible. Les dénonciations ont tenu lieu de politique. Lucien Bouchard y excellait en âme souffrante et prophète impuisant. Le Gouvernement qui dénonçait l'imposition de la Constitution de 1982 n'arrêtait pas de répéter qu'il allait néanmoins la respecter. Et qu'il allait le faire mieux que l'État *canadian* lui-même qui piétine sans vergogne les règles qu'il nous a imposées. Ottawa pillait les contributions des travailleurs québécois à la caisse d'assurance emploi, réduisait l'accessibilité et laissait des dizaines de milliers de chômeurs québécois dans le besoin, et notre Premier ministre refusait de provoquer la crise en créant une caisse québécoise d'assurance emploi parce que l'ordre constitutionnel, pourtant dénoncé, l'en empêchait. Mais il se lamentait. Le gouvernement d'Ottawa a décidé qu'il était conforme aux valeurs *canadian* de mettre les enfants en prison pour mieux les réhabiliter, il a passé outre aux protestations québécoises unanimes. Et notre Premier ministre se lamentait. Ottawa empêchait la création d'un régime de congés parentaux sur lequel l'unanimité avait été faite au Québec mais le gouver-

nement du Québec refusait de procéder. Et notre Premier ministre se lamentait. Et il s'est lamenté jusqu'à son départ, pour avoir voulu éviter la chicane. Pour avoir refusé de canaliser l'énergie du peuple québécois dans des batailles où des enjeux tangibles auraient donné à tous l'occasion de faire valoir leur loyauté pour servir nos intérêts nationaux.

Le prix politique de cet enfermement dans la gestion provinciale est énorme. Non seulement le Québec s'est-il fait tondre par les manœuvres *canadian*, mais encore et surtout a-t-il dû accepter que son gouvernement mette à mal la coalition qui l'avait placé au pouvoir, que les politiques provinciales l'obligent à faire subir à notre peuple des souffrances qui lui étaient infligées par refus de combattre le détournement de ses propres impôts. Le tort le plus grave cependant, a consisté à faire du Gouvernement du Québec un relais des politiques d'Ottawa non seulement en ce qui concerne l'acapement des ressources mais encore et surtout en l'amenant à se faire lui-même un allié objectif de la campagne de propagande qui consistait à brouiller les repères et à fausser les perceptions et les formulations de nos intérêts nationaux. Le refus du conflit ouvert nous a enfermés dans des définitions de nos problèmes construites sur des catégories conceptuelles étrangères – quand ce n'est pas contraires – au combat national. On pourrait épiloguer longtemps sur la notion de déséquilibre fiscal.

La politique des lamentations a trouvé son expression ultime dans un débat surréaliste sur l'utilisation des fonds publics pour la promotion de la souveraineté. Le refus du conflit, c'est le refus d'utiliser l'État et la gouverne pour faire avancer sa cause. Succédant à Lucien Bouchard, Bernard

Landry n'a pas su s'affranchir de la gestion provinciale, les choix stratégiques du gouvernement étant déjà trop déployés et l'équipe au pouvoir trop empâtée dans le cadre conceptuel de politique de la crainte des débordements du peuple. L'enfermement dans la rhétorique a été consacré par un faux débat sur la pertinence de singer les manœuvres *canadian* en matière de propagande. Tout le contraire d'une approche misant sur la mobilisation citoyenne, ce débat traduisait bien la carence d'une philosophie d'action politique qui, refusant le conflit, refuse le combat et le travestit en discours creux par le défaut qu'elle a de ne pas affronter son adversaire sur le terrain de la lutte concrète. Au lieu de bouger et de faire des gestes pour contrecarrer Ottawa, les souverainistes se chamaillaient pour savoir s'il était légitime de dépenser des fonds publics pour en parler ! Et tout cela au surplus pour débattre de moyens dérisoires- ceux-là que laissent justement des finances provinciales exsangues.

L'approche partenariale avait en effet bouclé la boucle : un adversaire qui est en même temps un partenaire dont on veut se ménager l'acceptation est difficile à dépeindre comme un pillard qui ne reculera devant rien pour vous dépouiller et vous réduire à l'impuissance. Pas étonnant qu'en campagne électorale Bernard Landry se soit mis à inviter les fédéralistes à voter pour un parti souverainiste. Héraut d'un combat national sans adversaire le P.Q. ? Condamné à se battre contre son ombre à grands coups de formules incantatoires, en tous cas. C'était bien assez pour qu'une grande part de l'électorat reste à la maison. Et tout cela alors que quelques mois auparavant des centaines de milliers de personnes défilaient dans les rues pour protester

contre la guerre en Irak. Toute cette énergie disponible que le parti souverainiste n'a pas su canaliser.

Une autre philosophie d'action pour franchir les derniers obstacles

La transformation du Parti Québécois ne s'est pas fait instantanément. Il a dérivé. Et comme dans toute dérive, il est possible d'observer de temps à autres les effets d'un redressement de cap temporaire. C'est ce qu'avait réussi à faire Jacques Parizeau en remplaçant les militants au fondement de l'action, en les concevant comme les principaux artisans de la mise en œuvre du combat. Il est sans doute le seul chef de ce parti à n'avoir jamais eu peur de ses militants et à n'avoir pas craint son propre peuple. Ses efforts, pour exemplaires qu'ils aient été, ne pouvaient cependant pas avoir d'effets durables en raison même du cadre stratégique dans lequel se trouve enfermé le Parti Québécois depuis l'adoption de l'approche Morin.

L'approche du bon gouvernement a peut-être servi à faire la démonstration qu'on pouvait être capable d'administrer tout en étant souverainiste. Elle a peut-être même réussi à sécuriser des timorés sur la compétence des péquistes. Mais elle a l'immense inconvénient d'associer la gouverne provinciale à la démarche d'accession à la souveraineté. Elle a servi à semer la confusion en laissant croire qu'une solution de continuité pouvait exister, que la bonne gestion provinciale finirait par devenir un argument en faveur de la souveraineté. Cela revenait à dire que le meilleur moyen de rompre avec le Canada était d'en utiliser toutes les possibilités pour développer le Québec. Tant qu'Ottawa fonctionnait dans son

vieux cadre fédératif, il y avait un espace politique plus grand qui pouvait laisser assez de jeu pour couvrir la contradiction. Aussitôt que la modernisation unitaire a été mise en branle sur l'initiative de Trudeau, cet espace a commencé de se réduire. Et il s'est réduit de plus en plus rapidement sur l'initiative de Paul Martin qui a bien servi la logique étatique *canadian*. Il a su manoeuvrer avec hypocrisie et audace. Et il a réussi à ruiner complètement cet espace disponible.

Les péquistes au pouvoir ont mis du mal à comprendre d'abord, et n'ont pas été capables ensuite de réagir efficacement. Ils ont continué d'agir en pensant que la stratégie du bon gouvernement pourrait fournir les arguments les plus éloquents en faveur de l'accession à la souveraineté. Ils ont déployé le meilleur de leur énergie à s'accommoder d'un ordre qu'ils disaient vouloir briser. Ils ont été enfermés dans les limites de leur cadre stratégique. En posant la continuité, en restant dans l'ambiguïté à l'égard d'un Canada qu'ils s'entêtaient à voir comme un partenaire à séduire plutôt qu'un adversaire à qui il faut imposer le respect, en se faisant les champions du fair play devant les exactions, les coups fourrés et les assauts les plus vicieux, ils ont assisté impuissants et rageurs au dévoilement de la contradiction dans laquelle leur programme les avaient enferrés.

Le Québec est devenu ingouvernable dans le cadre *canadian*, il n'y est pas possible de défendre nos intérêts nationaux même en rusant. Cet espace de la résistance a disparu. Il n'y a plus moyen de moyenner. Le gouvernement de Bernard Landry avait commencé à le dire. Mais il n'a pu faire davantage parce qu'il ne pouvait pas se représenter adéquatement un modèle d'action approprié. Pour agir dans la crise, il faut

non seulement la reconnaître, mais encore et surtout se savoir capable de la dénouer en acceptant de rompre. Et cela est impensable dans la démarche étapiste

Rompre, cela suppose mettre fin au dialogue, plus précisément à la recherche – névrotique – du dialogue à tout prix. Or, le Canada a beau avoir tranché, il ne dialogue plus, il dicte et impose, le Parti Québécois s'est entêté et s'entête encore à redire qu'il veut dialoguer. En politique, c'est la force et l'intérêt qui dressent l'espace du dialogue, pas la bonne volonté. L'incapacité de rompre, d'envisager la rupture crée une distorsion majeure : faire l'indépendance, c'est mettre à mort la gestion provinciale et non pas s'en accommoder. Le cadre stratégique étapiste confond l'accès à la direction de l'État avec la gestion provinciale.

Sur le plan de l'action militante cette confusion a eu des effets catastrophiques. Elle a substitué l'approche de séduction par le marketing politique à la mobilisation citoyenne en faisant du taux de satisfaction à l'égard de la politique provinciale un indicateur de progression de la cause. Cela n'a jamais manqué de conforter l'ambivalence puisque les succès provinciaux venaient redire aux sceptiques et aux craintifs que le système était réformable, que le Canada pouvait bien nous servir. Mais cela avait surtout pour effet de faire paraître les militants comme des radicaux, des empêcheurs de séduire en douce. Cela avait pour conséquence de transformer l'action militante en scénario appendice des stratégies de marketing, de placer les meilleurs éléments à la remorque des zélotes de la communication, des faiseurs d'images et des vendeurs de clichés. Enfin, cela ne manquait pas d'effet inhibiteur sur l'initiative, puisque la mobilisation

sur un objectif sans cesse différé ne pouvait qu'engendrer frustration et conduite compensatoire.

Il s'en est suivi un appauvrissement considérable de la culture politique, un dépérissement des compétences argumentaires non seulement des militants mais de l'ensemble des souverainistes. Les slogans ont remplacé les débats, la mise en scène des événements a pris le pas sur le déploiement de l'arsenal citoyen. La claire définition et la limpide lecture de nos intérêts nationaux en ont été mis à mal. Et cela a été d'autant plus dévastateur que se déployait en parallèle une gigantesque entreprise de « déréalisation » et d'aseptisation des enjeux collectifs sous l'action d'un récit médiatique qui présente toutes choses dans une égale insignifiance. Le P.Q. s'est ainsi lentement déporté lui-même à la marge de son combat. Cela explique certainement une grande partie de l'écart entre l'appui à la souveraineté et l'appui à un parti qui n'est plus que l'ombre de ce qu'il a été et qui n'attire plus, comme il l'a déjà fait, les forces militantes les plus dynamiques.

On peut toujours tenter de se consoler en se disant que l'approche a néanmoins permis de se rendre jusqu'ici en raffermissant le noyau dur des souverainistes. Mais c'est aller un peu vite en besogne et surtout prendre des raccourcis avec la réalité historique. Ce n'est pas tant l'étapisme lui-même que les deux grands exercices de mobilisation de la décennie 90 qui sont largement responsables de la progression de l'appui à la souveraineté. La Commission Bélanger-Campeau a donné lieu à un premier grand mouvement des troupes qui a permis d'amener des gens de tous les milieux à se voir et se projeter comme au contrôle de leurs affaires. En établissant la

faisabilité de la souveraineté, le rapport de la Commission a fait davantage que la stratégie de bon gouvernement pour asseoir la crédibilité du projet et de ses porteurs. Avec le recul, la trahison de Robert Bourassa n'en paraît que plus ignoble encore. Il a brisé un élan et dilapidé une force qui aurait pu propulser le Québec d'une manière exceptionnelle. En détournant l'énergie du formidable courant qui avait pris forme à l'occasion de cette Commission, Bourassa et le Parti libéral du Québec ont commis une faute impardonnable qui les déshonore à jamais. Ils ont non seulement dérouté notre peuple dans un cul-de-sac, ils ont sapé sa confiance dans la délibération publique, transformant un formidable exercice de prise de parole en parlote de diversion. Dans ce contexte c'était un véritable exploit de tenir les Commissions sur l'avenir du Québec et d'en faire le forum qu'elles ont été. Le Québec que nous voulons s'est vraiment exprimé et dessiné lors des audiences.

La suite des événements cependant n'aura fait que rajouter aux effets délétères sur la confiance en soi et dans le processus délibératif : une parole sans cesse entravée, qui ne trouve pas à s'incarner dans l'Histoire finit par donner le contraire de ses effets libérateurs. La politique des lamentations a accru le sentiment que les porteurs de notre projet étaient en train de ruiner le langage à force de se payer de rhétorique. Les risques sont toujours trop grands que les souverainistes restent « enfermés dans des temples de paroles », comme le disait Félix Leclerc.

Une politique de la rupture

Il nous faut donc une politique de la rupture, inspirée par une philosophie de l'action qui place et considère l'accession à la direction de l'État comme le moment inaugural où les souverainistes deviennent sujets de l'Histoire et non pas des candidats à une éventuelle mise en œuvre de leur programme. Il faut cesser de considérer le référendum comme un moment inaugural. C'est l'élection qui donne la légitimité d'agir. Un parti souverainiste à qui les citoyens confient la gouvernance de l'État québécois doit être un parti qui a le mandat de faire les gestes de rupture qui prépareront l'indépendance. Cela ne veut pas dire que le recours au référendum soit écarté. Il doit changer de nature et de signification.

C'est un des succès de propagande d'Ottawa que d'avoir réussi à diaboliser l'outil pour faire déraiser le débat. La question de la souveraineté a été évacuée au profit de la question référendaire. Le cadre stratégique étapiste a été retourné contre ses artisans. Voilà bientôt dix ans que les souverainistes tentent de se dépatouiller avec un problème de toutes pièces inventé par nos adversaires qui exploitent une faiblesse stratégique. Au lieu de s'acharner à y remédier, les efforts ont été déployés surtout pour ne pas reconnaître cette faiblesse même, la nier et enterrer la négation par la fuite en avant dans l'invention de toutes sortes d'artifices de substitution (conditions gagnantes, assurance morale, etc.) qui jamais n'ont permis de reprendre l'initiative. La raison en est simple, c'est que la démarche étapiste attribue un caractère inaugural au référendum, caractère qui, inévitablement place un gouvernement souverainiste dans un entre-deux politique intenable qui le condamne à ne jamais

pouvoir poser les gestes congruents avec son option, à toujours différer la mise en œuvre des moyens, et à réduire son action à la persuasion sans objet puisqu'il ne peut structurer le débat sur des choix tangibles mais seulement sur des hypothèses, des souhaits, des « un jour nous pourrions... »

Par ce caractère inaugural le référendum emprisonne ainsi le gouvernement lui-même dans un dilemme anti-démocratique. Un gouvernement élu avec un programme ne peut entreprendre de le réaliser en raison d'un élément qu'il consent lui-même à y maintenir. Logique castratrice ou d'auto-annulation, c'est selon, mais logique qui condamne à ne pas voir que la légitimité d'agir est différente de la légitimité du résultat. Le référendum en tant qu'instrument démocratique est un instrument de validation de l'action gouvernementale et non pas un instrument de légitimation du gouvernement. Dans notre régime, c'est l'élection qui confère et établit la légitimité du gouvernement. Le référendum doit être utilisé pour soumettre au peuple non pas une deuxième validation des intentions qui l'ont amené à soumettre son programme à l'électorat mais bien plutôt comme un moyen d'obtenir ou pas l'adhésion solennelle du peuple à un geste qui découle de son action. Loin d'être le point de départ, le référendum est un point d'arrivée, un aboutissement. C'est un instrument de ralliement et de ratification qui vient clore un processus démocratiquement enclenché par l'élection.

C'est à la fois la force et la faiblesse du *Clarity Bill* que d'avoir été conçu sur la logique intrinsèque de la stratégie étapiste. C'est sa force, parce qu'il dresse effectivement un nombre impressionnant d'obstacles à la tenue d'un référendum sur la souveraineté tel qu'il est actuellement conçu. Ottawa s'est

donné des armes pour lancer dès le déclenchement d'une campagne des attaques juridiques qui auraient pour effet premier de contaminer complètement tout le débat public. Seuil de majorité, clarté de la question, superposition du débat à la Chambre des Communes sur celui de l'Assemblée nationale, brouillage médiatique, bref de quoi polluer complètement l'exercice. Et le faire de telle façon que même en admettant que le sens politique de l'exercice finirait par primer malgré tout sur son sens juridique, il est certain que le cafouillis serait tel que l'exercice est voué d'avance à finir dans un marécage nauséabond. De ce point de vue, la seule existence du *Clarity Bill* devrait être un argument suffisant pour revoir le cadre stratégique. C'est une règle élémentaire du combat, on ne s'y présente pas là où notre adversaire nous attend. Il y a tout de même des limites à la candeur et à la peur de vaincre.

La plus grande faiblesse du *Clarity Bill* – et ce n'est pas le moindre paradoxe – c'est qu'il repose sur une conception dialogique du référendum. En ce sens, il est une contradiction splendide : voilà un instrument conçu pour dicter, mais dont la logique procède de la démarche même qu'il entend confisquer. Le Canada a réglé la question du Québec mais il pense son rapport avec lui en continuant de penser que le Québec va maintenir une démarche de dialogue avec lui. Le *Clarity Bill* repose sur l'idée que le P.Q. va rester étapist. Voilà bien une raison suffisante pour ne plus l'être. Mais il y en a une autre plus forte encore. Le Canada pense s'être arrogé un droit de veto sur la volonté démocratique québécoise et se prétend juge de la légitimité de la façon dont elle pourrait s'exprimer par voie référendaire consultative. Il

dicte et voudrait même nous ordonner de dialoguer avec lui comme il l'entend.

Le point aveugle du *Clarity Bill* c'est l'exercice de la démocratie québécoise s'exerçant pour elle-même dans le cadre d'un exercice où le peuple débat pour lui-même et se met d'accord avec lui-même sur le cadre de sa destinée. Le Canada ne voit pas que le projet souverainiste change radicalement la donne provinciale : le droit à l'auto-détermination s'exerce, il ne se négocie pas. Ce sont les modalités résultant de l'exercice de ce droit qui définissent un objet de négociation. Le référendum que les souverainistes doivent tenir n'est pas celui d'Ottawa, c'est un référendum dont le résultat sera exécutoire, marquant l'assentiment du peuple à ordonner son devenir selon les valeurs, les règles et les institutions qu'il aura choisi de se donner.

Il faut donc concevoir le recours au référendum en lien avec le Québec seul. Il faut prendre acte d'une rupture que consacre le *Clarity* en même temps qu'il faille, pour soi-même, rompre avec ce qui l'a rendu possible.

Une démarche souveraine

On peut donc concevoir un cadre stratégique défini en fonction de l'exercice du droit à l'autodétermination dans un contexte où le Québec est à lui-même sa seule référence. Il faut le dire haut et fort : les souverainistes placent les Québécoises et les Québécois au centre de leur monde. C'est dire que l'action d'un gouvernement souverainiste doit viser essentiellement à mettre en place les lois, les institutions et les moyens qui permettront de le faire. C'est en ce sens qu'il

mettra à mort la logique provinciale. Ce n'est pas la population de la province de Québec qui sera conviée à dessiner le Québec indépendant mais bien le peuple québécois tel qu'il peut s'exprimer dans les formes qu'il est seul à définir et à contrôler. C'est le Canada qui nous divise mais c'est autour du Québec que nous voulons que nous ferons notre unité.

Sans prétendre épuiser le sujet, il est néanmoins possible de tracer les grandes lignes de ce que pourrait être, schématiquement, le cadre stratégique et la démarche d'accession à l'indépendance.

• **L'élection d'un parti souverainiste est un moment inaugural.**

Le parti souverainiste élu a le mandat de mettre en place l'appareil législatif et administratif pour réaliser la souveraineté.

• **Promulgation d'une constitution provisoire.** La loi 99 adoptée par l'Assemblée nationale peut constituer le noyau dur de cette constitution provisoire. Son but est de marquer qu'un gouvernement souverainiste n'est pas un gouvernement provincial. La constitution comporterait en conséquence des ajouts substantiels à la loi 99, entre autres :

- **Création d'une citoyenneté québécoise** définissant l'éligibilité et les conditions de participation au processus constituant qui mettra au monde le Québec indépendant.
- **Création d'une cour constitutionnelle québécoise** ayant juridiction sur toutes les compétences constitutionnelles définies à l'Acte d'Amérique du Nord britannique de 1867. Le Québec proclame qu'il a l'autorité sur tous les domaines de compétence sauf sur ceux qui sont nommés

ment attribués au gouvernement fédéral. La ratification d'une constitution par voie référendaire viendra remplacer cette constitution provisoire et elle constituera une proclamation d'indépendance.

• **Convocation d'une commission spéciale de l'Assemblée nationale chargée d'élaborer la Constitution du Québec indépendant.**

Cette commission aurait dix huit mois pour élaborer un projet. Le projet peut évidemment contenir les balises dans lesquelles le Gouvernement du Québec entend conduire les discussions avec Ottawa pour ce qui est du partage des biens, de la dette, du calendrier de dévolution etc.

◦ **Création d'un comité d'observateurs internationaux** qui pourront témoigner de la transparence et de l'intégrité démocratique de la démarche. Ce comité aura également le mandat de rendre compte de la démarche référendaire de ratification.

• **Référendum de ratification de la Constitution.** La campagne référendaire portera sur les mérites intrinsèques de ce projet. Dessine-t-il les contours du Québec que nous voulons ?

◦ S'il est ratifié, le référendum devient exécutoire, le Québec devient indépendant ipso facto.

◦ Si le projet est rejeté, plusieurs scénarios sont plausibles. Celui qui a le plus grand potentiel : la convocation d'une Assemblée constituante tenue de faire le point et mandatée pour faire une proposition de ralliement qui pourrait consister soit en une série d'amendements à la constitution provisoire, soit en un nouveau projet complet de constitution.

- Le nouveau texte issu de la Constituante serait soumis à ratification lors du scrutin électoral de fin de mandat. Les partis politiques auraient alors le devoir de faire campagne pour ou contre, de proposer de l'amender, le bonifier etc.

On le voit, c'est une démarche qui suppose et met en acte le peuple du Québec et son Assemblée nationale comme seule instance de légitimité. On peut aisément imaginer qu'Ottawa ne restera pas indifférent. Mais le combat, dès lors, se fera sur une idée très précise non pas seulement du statut du Québec mais de la forme juridique qu'il entend se donner comme meilleur soutien d'expression et de développement de la nation. Une constitution ratifiée par le peuple à l'occasion d'un référendum, voilà une légitimité puissante qui neutralisera les arguties du *Clarity Bill*. Voilà également qui balisera le discours des inconditionnels du Canada : ils auront le fardeau de démontrer que cette constitution servira moins bien notre peuple que le Canada unitaire.

Tout le processus évoqué doit pouvoir se tenir dans un seul mandat. Le Québec n'a plus les moyens de se laisser ballotter par le Canada. L'action déstructurante des politiques *canadian* menace non seulement nos acquis, elle compromet notre capacité de conduire nos propres affaires car elle produit d'ores et déjà des lézardes profondes et inquiétantes dans la cohésion sociale et nationale. L'indépendance n'est pas seulement souhaitable. Elle est nécessaire et chaque jour qui passe la rend plus urgente. C'est une nécessité vitale.

Un programme de mobilisation nationale

L'avenir du Parti Québécois se joue sur sa capacité de renouvellement. Ce n'est pas tant l'argumentaire de la souveraineté qui doit être remis à jour que la façon de se la représenter pour mieux la réaliser. Il faut se débarrasser de l'obsession référendaire et se concentrer sur une action militante centrée non pas seulement sur des abstractions eu égard au statut politique mais bien surtout sur le visage concret du Québec que nous voulons. Pour faire bonne mesure, il faudra certes revenir plusieurs fois et de bien des manières sur les perspectives ici évoquées mais il faudra aussi s'imposer de réfléchir sur le programme de gouverne qui devra accompagner la démarche. On peut certes imaginer une refonte du programme, réviser les engagements etc. la voie la plus porteuse reste sans conteste, celle de la simplicité.

La prochaine élection ne doit pas être une élection provinciale ordinaire. Cette fois-là sera la bonne. Il faut lancer une offensive de tous les diables pour en finir avec le rapetissement provincial. Au train où vont les choses les libéraux de Jean Charest auront laissé le Québec dans un état lamentable de résignation et de consentement à une vie nationale disloquée, totalement à la merci d'un Canada plus hostile que jamais à reconnaître ce que nous sommes et voulons être. Il n'y aura pas de temps à perdre à imaginer des propositions de rafistolage des structures provinciales. Il faudra penser à rénover entièrement la maison Québec.

Un *Programme de mobilisation nationale* devrait traduire en quelques projets majeurs, l'urgence d'agir enfin dans le sens de nos intérêts nationaux. On pourrait imaginer, par exemple,

une brève liste, disons, dix projets pour lancer le Québec sur la voie de son développement national. Il s'agirait de dix grands projets fondateurs, de véritables grands gestes d'arrachement, traduisant notre audace et notre volonté de réunir enfin en un ensemble cohérent les conditions de réalisation du formidable potentiel de notre peuple. Conduits dans autant de domaines névralgiques, ces projets lanceraient la véritable mobilisation qui donnerait forme et incarnation au pays que nous portons en nous depuis quatre siècles. Avant de les définir, il faudra d'abord s'assurer d'accorder nos moyens et nos volontés dans un cadre stratégique approprié. Et choisir de miser sur notre capacité de dépassement.

Le Québec est un fleuve puissant dont toute l'énergie se perd dans le delta marécageux de la rhétorique compensatoire. Il faut renouer avec l'esprit du large. Le Québec est notre pays. Nous le ferons dans la force des vers de Miron, avec le souffle des poèmes de Perrault et avec toute l'audace refoulee dans les siècles de l'hiver. Nous sommes nés pour être libres. Nous ferons le pays. Dans le labeur et l'acharnement. Pour que notre voix porte et que tous les humains de la terre y entendent vibrer les accents du partage et de l'espérance.